

Benbouzid : «Le choix se fera la semaine prochaine»

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 5234 - Dimanche 29 novembre 2020 - Prix : 10 DA

Epidémie
**21 décès et 1044
nouveaux cas en 24 heures**

Smartphone : addiction, manque de sommeil et impact sur le cou, les yeux...

L'Association de protection du consommateur appelle les parents à surveiller leurs enfants

Un assassinat de transition

Par Mohamed Habili

L'assassinat d'un scientifique iranien de haut rang dans le domaine nucléaire, Mohsen Fakhrizadeh, vendredi dernier, non loin de Téhéran, dans un attentat que les Iraniens n'ont pas hésité un instant à attribuer à Israël et aux Etats-Unis, n'est pas le premier du genre. Il est plutôt le dernier en date d'une série d'actions terroristes ciblant les membres les plus en vue de l'équipe scientifique ayant présidé au programme nucléaire iranien. Lors de la dernière décennie, quatre d'entre eux avaient péri dans des attentats terroristes ayant en commun d'avoir pris place sur le sol iranien et d'être exécutés avec quasiment le même modus operandi. Un cinquième attentat programmé en même temps qu'un autre, qui lui avait réussi, avait cependant échoué. Rien que cette année, deux exécutions ont été commises, la première par les Américains sous forme d'attaque aérienne contre le général Qassem Soleimani, à Bagdad en janvier de cette année, et la seconde en août dernier par des agents israéliens contre le numéro deux d'Al-Qaida à Téhéran opérant comme à leur habitude, si du moins il faut en croire le «New York Times», qui a rapporté l'information au début de ce mois.

Suite en page 3

Laboratoires, vendeurs, transporteurs...

Ces parasites du coronavirus

● Seule bonne nouvelle : un groupe de laboratoires offre le PCR à 8 900 DA



Ph.D. R.



La crise sanitaire a bien profité à une catégorie d'individus qui ne ratent pas l'occasion de se remplir les poches. Laboratoires d'analyses médicales, vendeurs improvisés de produits de protection et transporteurs clandestins ont bien tiré leur épingle du jeu.

Pour octroi d'indus privilégiés à la famille Hamel

15 ans de prison requis contre Abdelkader Zoukh

Bouira

Un agent de police retrouvé pendu à l'intérieur de son domicile familial

Laboratoires, vendeurs, transporteurs...

Ces parasites du coronavirus

■ La crise sanitaire a bien profité à une catégorie d'individus qui ne ratent pas l'occasion de se remplir les poches. Laboratoires d'analyses médicales, vendeurs improvisés de produits de protection et transporteurs clandestins ont bien tiré leur épingle du jeu.

Par Aomar Fekrache

Dès l'annonce des premiers cas de Covid-19 à Blida, le «business» des bavettes est monté en flèche. La panique générale et la pénurie générée par la forte demande ont fait que les prix ont été multipliés par dix, voire plus. Face au manque de masques chirurgicaux, des bavettes artisanales viennent inonder le marché.

Ces dernières, confectionnées en tissus non adaptés et ne répondant à aucune norme, ont néanmoins connu une forte demande, à des prix dépassant tout entendement. Une bavette ne devant pas coûter plus de 15 à 20 DA est vendue à plus de 100 DA. Des ateliers de confection se sont reconvertis occasionnellement à ce créneau porteur.

Des initiatives, certes saluées dans un premier temps, mais qui n'ont pas tardé à s'avérer parasitaires, n'ayant pour seul objectif que de fructifier leur commerce.

L'autre créneau pour lequel l'épidémie était une aubaine n'est autre que celui des analyses médicales.

L'affluence sur les laboratoires s'est accrue, notamment pour des tests sérologiques ou PCR. Les prix ont, du jour au lendemain, doublé voire triplé, sans la moindre explication ni justificatif.

Des hausses de tarif de test du jour au lendemain

La règle de l'offre et de la demande aurait pu être un argument si ce n'étaient certaines pratiques indignes de laboratoires d'analyses médicales. «J'ai été avec ma femme passer un test sérologique qui coûtait 2 600 DA. Sur place, on m'indique que le prix a augmenté à 3 000 DA», témoigne un père de famille.

«Aucune explication ne m'a été donnée quant à cette hausse brusque», déplore-t-il. Le pire, c'est que certains laboratoires bien connus n'ont pas jugé utile de se démarquer de cette frénésie au gain rapide.

Faut-il, à ce titre, souligner que le prix des tests PCR, atteignant parfois les 25 000 DA, est la preuve irréfutable d'une spéculation avérée en temps de crise. «Les laboratoires d'analyses médicales et autres grossistes avaient la possibilité de faire du bénéfice grâce à la forte demande exprimée sur leurs produits et prestations en ces temps de crise, sans même recourir à une hausse des tarifs», s'indigne un citoyen rencontré à l'entrée d'un laboratoire à Alger-Centre.

Il faut cependant affirmer qu'il n'y a pas que les produits de protection et d'analyses médicales qui ont fait l'objet de spé-



P.F/D.R.

culcation durant cette épidémie.

Les taxis clandestins ont, eux aussi, eu leur part du gâteau

Mettant à profit la suspension de la circulation des bus et taxis entre wilayas, des individus ont pris d'assaut les espaces périphériques des stations urbaines, fermées, et proposaient leur service aux usagers.

Si d'un côté leur présence a permis à des milliers de citoyens de voyager, d'un autre les tarifs appliqués sont pour le moins «inacceptables». Sur la ligne Alger-Tizi Ouzou, à titre d'exemple, des «clandestins» empochent 1 000 à 1 500 DA la place.

Les prix augmentent et diminuent selon l'affluence des clients et la distance à parcourir. Mais à tous les coups, ces trans-

porteurs improvisés se remplissent les poches au détriment de citoyens, dont la plupart ne sont

que des travailleurs en mal de joindre les deux bouts.

A. F.

Un groupe de laboratoires offre le PCR à 8 900 DA

UN GROUPE de laboratoires d'analyses médicales privés a annoncé, avec le soutien de l'Etat, une société de production de kits de prélèvements et de résultats PCR, une baisse de prix de ces tests virologiques en proposant un prix public de 8 900 DA, a indiqué, hier, le ministère de l'Industrie pharmaceutique dans un communiqué. «En concertation avec le ministère de l'Industrie pharmaceutique, dans le cadre de la mutualisation des efforts et des moyens pour la riposte contre le Covid-19 et afin d'améliorer l'accessibilité des tests PCR au grand public, un groupe de laboratoires d'analyses médicales privés, avec le soutien de l'Etat, société de production de kits de prélèvements et de résultats PCR, annonce une baisse de prix des tests PCR en proposant un prix public de 8 900 DA», indique le communiqué. Les laboratoires concernés sont actuellement au nombre de neuf, déployés sur les villes d'Alger, Béjaïa, Ghardaïa, Tizi Ouzou, selon le ministère qui précise que «d'autres laboratoires de différentes régions devraient adhérer à cette initiative dans les jours à venir». R. N.

Epidémie

21 décès et 1044 nouveaux cas en 24 heures

L'ALGERIE a enregistré 21 nouveaux décès du coronavirus ces dernières 24 heures, un cas de plus qu'hier (20), portant à 2 393 le total des morts, a annoncé, hier, le porte-parole du Comité scientifique en charge de la gestion de l'épidémie, le Pr Djamel Fourar.

Le nombre de contaminations a connu une baisse, avec 1044 cas, soit 14 cas de moins par rapport au bilan d'hier (1 058), pour atteindre au total 81 212 cas confirmés.

R. N.

Regards

Par Mourad Hadjersi

L'Assemblée élective du vieux continent vient de nous gratifier d'une de ses sorties saugrenues qui prouve encore une fois que les élus des peuples européens croient que la terre des Gaulois et des Germains, des Celtes et Albigeois serait le centre du monde et qu'ils peuvent, à tout hasard, déclencher des croisades à leur guise. Encore une fois, le Parlement européen vient de s'interférer dans les affaires politiques de notre pays en pondant une sorte de résolution à l'allure d'un réquisitoire plein de reproches et réprobations !

Si son récurrent volet inhérent aux droits et libertés civiles, le réquisitoire européen peut être

sujet de débat, du fait que la question évoquée, au-delà de la forme, diffère selon l'angle de l'approche, ce qui indigné cette fois-ci c'est l'audace qui les poussent à outrepasser les frontières du respect des bienséances. Evoquer les Droits de l'Homme, la liberté d'expression reste à la limite relativement discutabile, bien que ces mêmes Européens feignent d'occulter ces débats quand il s'agit d'un régime sioniste qui les bafoue à longueur de journée au très proche-Est de la Méditerranée, mais trouvent la moindre «incartade» inacceptable quand il s'agit d'un pays du Sud de cette même mer qui nous rassemble.

Le plus intrigant dans la résolution du Parlement européen de cette semaine, c'est quand ses

élus poussent l'outrecuidance et la désinvolture en voulant «imposer» même la place que doit avoir une institution comme l'Armée populaire nationale (ANP) dans le paysage politique national et comment même elle doit être gérée. Le passage consacré à ce volet dépasse toutes les limites qui rappellent l'ingérence d'une Europe dans les affaires du monde en oubliant qu'elle ne pèse plus sur l'échiquier mondial de ce vingt et unième siècle. Ainsi, dans sa résolution d'urgence sur la situation des droits de l'homme en Algérie, le PE invite les autorités algériennes à mettre réellement les forces armées sous une autorité civile et «invite les autorités algériennes à garantir à la fois une pleine reddition de comptes

et un contrôle démocratique et civil des forces armées, ainsi que la subordination effective de ces dernières à une autorité civile légalement constituée, et à faire en sorte que le rôle de l'armée soit correctement défini dans la Constitution et explicitement limité aux questions touchant à la défense nationale», lit-on dans la résolution. Rien que ça ! Ils ne leur restait que de confectionner une Constitution, pour qu'on l'adopte en espérant gagner leurs bonnes grâces.

Le chef suprême des armées en Algérie est un ancien wali et ancien Chef du gouvernement, élu un certain 12 décembre 2019 au suffrage universel, il n'a aucun grade, sauf celui de président de la République algérienne. Quant au soi-disant «contrôle

démocratique et civil» de nos forces armées, son budget émerge noir sur blanc dans les lois de finances de cette même République indépendante. Le reste, c'est ce rapport solide et sacré entre un Peuple et son Armée, d'où une «Armée populaire», qui guide le lien de confiance qui a été scellé lors d'une révolution d'indépendance contre les forces occupantes de cette même Europe qui s'érige aujourd'hui en donneur de leçons. Les combats politiques internes sont du seul ressort des Algériens qui se «disputent» entre eux, loin de toute interférence étrangère, et comme on le dit bien chez nous : «Mais quelle chorba vous a brûlé les lèvres ?!».

M. H.

Quand le Parlement européen rechute L'incorrigible eurocentrisme

Smartphone : addiction, manque de sommeil et impact sur le cou, les yeux...

L'Association de protection du consommateur appelle les parents à surveiller leurs enfants

■ Les téléphones portables ou smartphones, bien qu'ils aient beaucoup de bénéfices, peuvent rapidement devenir une addiction, causer un manque de sommeil, des douleurs cervicales, oculaires ou même dorsales et engendrer d'autres problèmes. C'est pourquoi l'Association algérienne de protection et d'orientation du consommateur et de son environnement (Apoce) a alerté sur les dangers des téléphones portables sur la santé des adultes mais surtout des jeunes.

Par Thinhinene Khouchi

Le téléphone portable est aujourd'hui ancré dans notre quotidien, on ne peut pas s'en passer une minute. Remarquant la place et que prend cet appareil, l'Association algérienne de protection et d'orientation du consommateur et de son environnement (Apoce) a partagé sur sa page Facebook un document où elle alerte sur le danger de l'utilisation excessive des téléphones portables. L'Apoce revient dans son document sur les dangers moraux mais aussi physiques que peut engendrer le smartphone et appelle les parents à surveiller leurs enfants. Elle a indiqué que le téléphone portable peut très vite devenir une addiction assurément que «soixante-six pour cent des humains dans le monde se sentent anxieux ou ont peur de perdre leur téléphone, et 50 % des jeunes utilisent leur téléphone dans les salles de bain et les sanitaires». En outre, l'Apoce a expliqué qu'un usage excessif des téléphones portables et des écrans en général impacte le cristallin de l'œil, favorise la myopie et peut engendrer le manque de sommeil. En effet, elle explique qu'un des effets qui a été démontré à plusieurs reprises est la conséquence néfaste de la lumière bleue sur le sommeil. Notre horloge biologique étant basée sur la lumière, l'exposition aux écrans le soir peut provoquer des insomnies ou des difficultés à l'endormissement. Pour vous assurer de bien dormir, l'Apoce appelle les usa-



P.H.D. R.

gers des téléphones portables à «éteindre les appareils électroniques environ une heure et demie avant d'aller se coucher». Toujours dans les dangers physiques, l'Apoce a indiqué que l'utilisation des smartphones peut aussi impacter le cou, assurant que ce problème concerne en particulier les adolescents, car rester courbé vers l'avant est très mauvais en période de pleine croissance et peut provoquer des douleurs cervicales associées à des tensions ou des contractures au niveau de la nuque. Les médecins qui ont remarqué une hausse de ce pro-

blème lié à une mauvaise posture l'ont baptisé «text-neck». En outre, les accrocs aux textos s'en doutent peut-être : le mouvement des doigts sur le clavier du téléphone peut provoquer des tendinites, notamment au pouce, explique l'association sur sa page Facebook. Tout comme dans le cas de la manette de jeu pour console, répéter toujours le même geste pendant des heures n'est pas bon pour nos doigts. L'Apoce a assuré que «les smartphones sont pleins de microbes». En effet, c'est un nid à microbes insoupçonné. Toujours à proximité, dans la

poche, la main, sous l'oreiller, notre téléphone portable ne nous quitte jamais. D'après une étude de l'Université de Manchester, le combiné téléphonique contiendrait cinq cent fois plus de bactéries... qu'un siège de toilettes ! Enfin, l'Association algérienne de protection et d'orientation du consommateur et de son environnement a appelé les parents à surveiller leurs enfants durant l'utilisation des téléphones portables, notamment les enfants de moins de 13 ans et de minimiser la durée de leur exposition à ces appareils.

T. K.

L'option de l'Algérie pour le vaccin contre le Covid-19

Benbouzid : «Le choix se fera la semaine prochaine»

Le ministre de la Santé, Abderrahmane Benbouzid, a assuré que «le dossier portant sur le choix du meilleur vaccin contre le Covid-19 pour l'Algérie sera traité au cours de la semaine prochaine». Le ministre a révélé, lors d'une conférence de presse en marge de sa visite de travail dans la wilaya de Boumerdès, que le vaccin sera choisi d'ici la semaine prochaine, soulignant que l'Algérie est en contact par l'intermédiaire d'ambassadeurs avec plusieurs laboratoires dans le monde. «Nous étudierons avec le Conseil scientifique, les laboratoires et les ambassades, le choix du vaccin approprié contre le virus corona d'ici la semaine prochaine», a-t-il précisé. Il a ajouté qu'ils avaient eu des rencontres avec plusieurs

ambassadeurs, tels que les ambassadeurs de Chine, de Grande-Bretagne et de Russie, ce qui leur a permis de collecter des données et des informations sur leurs vaccins contre le coronavirus».

Sur le choix du vaccin approprié, le ministre a tenu à rassurer que l'Algérie est bien protégée du fait de son adhésion au groupe Covax, qui compte 170 pays, pour garantir une protection à travers l'utilisation du vaccin. «Dès sa commercialisation, l'Algérie acquerra le vaccin pour protéger ses citoyens, quel que soit son prix», a-t-il souligné. Par ailleurs, le ministre de la Santé a affirmé que la situation épidémiologique est sous contrôle et qu'elle «n'est pas complètement différente du reste du monde». Il

a indiqué qu'«à la lumière des statistiques enregistrées ces derniers jours, nous estimons que la courbe des contaminations au Covid-19 semble avoir atteint la phase de plateau, eu égard à la stabilisation de leur nombre légèrement au-dessus de 1 000 nouveaux cas quotidiennement». Cependant, le ministre n'a pas manqué de souligner que la situation demeure préoccupante dans deux ou trois wilayas, dont la capitale Alger. A cet égard, le premier responsable du secteur a révélé que l'Algérie assure un nombre suffisant de lits, de fournitures médicales et de médicaments disponibles au niveau les établissements hospitaliers, précisant que le nombre de lits et la capacité d'accueil ont atteint 60 %. Benbouzid s'est exprimé

également sur les tarifs des tests de coronavirus. Il a révélé que le prix des tests rapides, qui entrent prochainement en Algérie, sera dix fois moins élevé que celui des tests PCR. Dans le même sens, le ministre a expliqué que «ces tests consistent en une prise de sang pour vérifier si oui ou non le patient à développer les anticorps», soulignant que «les résultats de ces tests sont rendus au bout de quinze à trente minutes», et que «le patient peut les effectuer n'importe où et pas spécialement dans un laboratoire». S'agissant des scanners, le Professeur Benbouzid a souligné que «leurs résultats ne sont pas garantis, notamment lors de la saison hivernale, qui connaît une importante propagation de la grippe saisonnière, où

LA QUESTION DU JOUR

Un assassinat de transition

Suite de la page une

N l'administration américaine sortante ni celle qui se prépare à la remplacer n'ont fait de commentaires sur le sujet. Quant à Israël, il a fait comme à son habitude en pareil cas : il s'est réfugié dans le silence. Sauf qu'il était déjà arrivé à son Premier ministre dans une émission de télévision consacrée au programme nucléaire iranien de désigner implicitement mais néanmoins clairement Mohsen Fakhri-zadeh, comme la prochaine cible du Mossad. Retenez bien ce nom, avait alors dit Benjamin Netanyahu, alors que la photo du scientifique s'affichait à l'écran. On sait maintenant que ce n'était pas là chez lui paroles en l'air. Mais ce que le quidam vient juste de savoir, les Iraniens eux devaient le savoir dès ce moment. Comment ne pas s'étonner dès lors qu'ils n'aient pas pu empêcher l'assassinat annoncé, et par la bouche même du premier responsable de l'ennemi ? Pour ce qui est du moment choisi pour le passage à l'acte, l'idée prévaut largement pour le moment que le but d'Israël, à supposer qu'il ait agi seul, est d'exécuter une sentence prononcée pendant qu'il en est encore temps. En clair, avant que Trump ne passe la main à Biden, qui pourrait le prendre mal si le coup était porté alors qu'il avait déjà pris la relève. Il s'agit en ce cas d'un crime de transition, celle-ci étant en effet en train de se faire. Cet argument laisse penser que les Etats-Unis avaient du moins condamné les assassinats précédents du même ordre, ce qui n'est pas le cas. Assuré de ne pas se voir accusé de terrorisme d'Etat, ni par les Américains ni par les Européens, Israël n'était pas tenu en l'occurrence d'agir dans la précipitation, avant que ne se ferme la fenêtre d'opportunité offerte par la transition. Le plus probable est qu'il cherchait à obtenir une riposte des Iraniens, incapables de ces derniers seraient de se retenir devant un tel témoignage de mépris à leur endroit, au risque de déclencher l'embarquement du Moyen-Orient. Bien que tous les assassinats précédents soient des casus belli, le dernier en date semble l'être davantage, parce qu'il a été annoncé avant d'être mis en œuvre.

M. H.

il est difficile d'identifier le virus Covid-19». Concernant les rumeurs circulant sur un éventuel manque d'oxygène constaté dans la wilaya de Boumerdès, Benbouzid a réfuté ces «allégations mensongères», affirmant que cette wilaya possède les quantités suffisantes d'oxygène, dont une cuve d'oxygène à l'hôpital de Bordj Menaiel et une autre à l'hôpital de Dellys.

Louisa Ait Ramdane

Lutte contre l'islamophobie

L'Algérie réaffirme sa position «immuable»

■ L'Algérie réaffirme sa position «immuable» en matière de lutte impérative contre le phénomène d'islamophobie et l'élimination de ses sources, a affirmé, vendredi à Niamey (Niger), le ministre des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum.

Par Ilham N.

Dans son allocution à l'occasion de la 47^e session des ministres des Affaires étrangères des pays membres de l'Organisation de la coopération islamique (OCI), M. Boukadoum a indiqué que «l'Algérie réaffirme, depuis cette tribune, sa position immuable consistant en l'impérative lutte contre le phénomène d'islamophobie et l'élimination de ses sources, réaffirmant son rejet de l'atteinte à autrui sous le couvert de la liberté d'expression».

«Les travaux de notre Conseil ministériel se tiennent sous le slogan "Unis contre le terrorisme et pour la paix et le développement", un choix judicieux qui traduit, en cette conjoncture sensible dans l'histoire de notre monde musulman, la volonté de chacun de nous de concrétiser les objectifs et principes nobles de l'Organisation de la coopération islamique (OCI) qui est le



Ph/D. R.

M'sila

Réception «avant fin 2020» de 76 projets au profit des zones d'ombre

AU TOTAL, 76 projets consacrés au développement des zones d'ombre à M'sila seront réceptionnés «avant fin 2020», ont rapporté, hier, les services de la wilaya.

Repartis sur plusieurs communes de la wilaya, ces projets concernent les ressources en eau, la viabilisation, l'extension des réseaux de l'électricité et du gaz naturel, la santé, et la jeunesse et les sports, ont précisé les mêmes services, ajoutant qu'une enveloppe financière estimée à plus de 800 millions de dinars a été mobilisée pour la réalisation de ces projets.

Après réception, ces projets contribueront à améliorer le cadre de vie des habitants des zones d'ombre, à les désenclaver et à encourager les jeunes entrepreneurs à développer leurs projets au niveau de ces mêmes zones notamment, ont expliqué les services de la wilaya, faisant état de la réception de 252 projets depuis janvier dernier.

La wilaya de M'sila a bénéficié d'un total de 1 347 projets au profit de la population de 706 zones d'ombre, a-t-on rappelé de même source, indiquant que leur réalisation a nécessité la mobilisation de 13, 420 milliards de dinars.

Depuis le début de l'année 2020, les services de la wilaya ont pris en charge financièrement 508 projets en mobilisant une enveloppe financière de plus de 6 milliards de dinars, a-t-on conclu.

Safy T.

porte-voix unificateur des pays musulmans», a poursuivi le ministre.

Il s'agit également d'une opportunité pour «réaffirmer notre détermination et notre volonté commune à garantir la cohésion de notre action collective face à nombre de défis auxquels les pays membres font face pour consacrer la paix et la sécurité», a-t-il ajouté, précisant qu'«il ne saurait y avoir de développement sans sécurité, ni de sécurité sans développement durable». Dans ce contexte, M. Boukadoum a rappelé que cette «réunion intervient dans un contexte extrêmement complexe, où notre monde musulman fait face à plusieurs défis, en tête desquels le terrorisme transnational et l'extrémisme violent, la montée de l'islamophobie, les atteintes à l'Islam et l'aggravation des crises et conflits régionaux qui entament la sécurité et la stabilité de plusieurs peuples et pays membres de notre Organisation».

Et d'ajouter que «le terrorisme constitue une menace mondiale à la paix et à la stabilité internationales, et en appelle à davantage d'efforts de notre part pour conforter les avancées réalisées en termes de lutte contre ce fléau, à travers la conclusion d'une convention internationale inclusive, à laquelle l'Algérie n'a eu de cesse d'appeler tout en soulignant la mise en œuvre effective des mécanismes internationaux et régionaux».

«En dépit des avancées réalisées en matière de lutte contre les groupes terroristes de par le monde, ces derniers continuent à terroriser nombre de pays de l'Organisation, notamment les

pays du Sahel», a poursuivi le ministre, soulignant que «nous sommes appelés, aujourd'hui plus que jamais, à asseoir les règles de coopération et de solidarité face à ce fléau».

«L'Algérie, de par sa douloureuse expérience en matière de lutte contre le terrorisme, et partant de sa foi en l'importance des initiatives visant à asseoir les fondements de la paix et de la sécurité dans le monde, a renforcé ses efforts en matière de lutte antiterroriste. Elle a été la première à avoir conclu une convention de lutte antiterroriste au niveau africain et ses efforts ont été couronnés par l'adoption par le Conseil de sécurité en décembre 2009, de la résolution 1904, relative à la criminalisation du paiement de rançon», a tenu à rappeler M. Boukadoum.

«L'Algérie est, aujourd'hui, entièrement engagée à consolider la coopération régionale et internationale en termes de lutte antiterroriste et de tarissement de ses sources de financement et souligne l'importance du développement dans la consécration de la sécurité nationale», a-t-il indiqué.

«Mon pays est toujours disposé à partager son expérience, acquise dans son combat contre ce fléau et appelle à relancer le développement dans les pays du Sahel pour éradiquer le terrorisme et l'extrémisme», a-t-il fait savoir.

Et d'ajouter que «la montée de l'islamophobie dans certains pays occidentaux a attisé les tensions sur tous les plans et créé d'autres entraves à la diversité et au caractère pluriel des cultures au sein des sociétés», ajoutant que «la poursuite de telles atti-

tudes et actes islamophobes, constitue une violation flagrante des droits de l'homme et un défi continu des valeurs universelles de tolérance, de dialogue et de coopération».

«Les communautés musulmanes établies dans des pays non-musulmans font encore face à différentes formes de ségrégation et de marginalisation en termes d'opportunités d'emploi, d'éducation et d'autres droits», a-t-il ajouté, précisant que «l'offense, l'insulte, l'invective et le mépris des croyances d'autrui sous le couvert de la liberté d'expression dénotent l'existence d'une crise d'éthique profonde dans les sociétés qui relayent de telles attitudes, d'où l'impératif pour ces pays de réfléchir à la manière de traiter cette crise à la base».

«Nous exprimons, aujourd'hui, notre profonde inquiétude et préoccupation quant à la montée de la campagne de haine systématique contre l'Islam et les musulmans qui se nourrit d'une stéréotype relayée par certaines politiques et certains médias occidentaux et aussi sur les réseaux sociaux pour faire l'apologie des messages des groupes extrémistes incitant à la haine», a encore affirmé le ministre.

Par ailleurs, M. Boukadoum a précisé que cette session examine «nombre de questions intéressantes notre monde musulman, en tête desquelles la question palestinienne qui demeure la cause centrale de notre organisation».

Pour le ministre, «les idéaux prévalant en ces temps, dont le respect des droits de l'homme, le vivre en sécurité et paix, le renforcement des libertés individuelles et collectives, la consécration de

la démocratie et la liberté d'expression, n'ont malheureusement pas atteint le peuple palestinien qui souffre encore de politiques racistes désuètes qui le privent de son droit intangible à l'autodétermination et à l'établissement de son Etat indépendant avec El-Qods pour capitale».

«Face à ces défis multidimensionnels dont souffre le monde islamique, l'OCI a besoin, plus que jamais, d'une réforme globale et profonde qui lui permette d'être plus forte et plus solide devant les défis qui se posent à la nation musulmane mais aussi pour hisser haut sa voix à l'échelle mondiale», a souligné le ministre, précisant qu'«il est de notre responsabilité, en tant que pays membres et Secrétaire général, de poursuivre le processus de réforme de l'OCI en vue d'

l'adapter aux exigences actuelles et lui permettre, ainsi, de s'imposer en tant que partenaire essentiel dans les relations internationales». «Il est impératif que cela demeure une priorité pour nous tous, en la concrétisant par le parachèvement des réformes structurelles et organisationnelles, la garantie de la rigueur dans la gestion des ressources et la consécration des fondements de la bonne et transparente gouvernance. L'OCI doit impérativement consacrer, le plus possible, le consensus de ses membres», a-t-il ajouté.

A cette occasion, M. Boukadoum a tenu à présenter au gouvernement et au peuple nigériens les «sincères» condoléances de l'Algérie suite au décès de l'ancien président Mamadou Tandja.

I. N.

Pétrole

L'Opep+ examine les différentes options avant la prise d'une décision mardi

■ L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et ses alliés ont poursuivi, en fin de semaine, leurs consultations techniques, afin de fournir aux réunions ministérielles de l'Opep+, prévues lundi et mardi, une base de données «cruciale» pour la prise de décision, dans un marché pétrolier qui reste affecté par le Covid-19, a indiqué l'Organisation.

Par Salem K.

«L'Organisation des pays non membres de l'Opep de la Déclaration de coopération (DoC) a été organisée vendredi par vidéoconférence, en préparation de la 180^e réunion de la Conférence de l'Opep programmée pour lundi prochain et la 12^e réunion ministérielle de l'Opep et des non-Opep, prévue le 1^{er} décembre», a précisé l'Opep dans un communiqué publié sur son site web.

Etablie dans le cadre de la DoC, cette réunion technique fournit aux signataires de la DoC une plate-forme pour se connecter sur des questions techniques et partager des informations sur les données, approfondissant ainsi les liens entre eux et la compréhension mutuelle des problèmes auxquels le marché mondial du pétrole est confronté, explique l'Opep.

Cité par le communiqué, le Sg de l'Opep, Mohamed Barkind, a reconnu lors de cette réunion «le rôle-clé joué par les réunions techniques de la DoC en fournissant aux réunions ministérielles de l'Opep et des

non-Opep des analyses fiables et précises, qui constituent une base cruciale pour la prise de décision».

Il a souligné la nécessité d'une coopération et d'un dialogue continu pendant la pandémie Covid-19.

«Nous sommes confrontés à une résurgence de la pandémie, qui verrouille à nouveau les pays et les régions. Et encore une fois, nous devons continuer à avancer», a-t-il noté.

Il a, dans ce contexte, salué les efforts entrepris par les participants à la DoC pour soutenir la stabilité du marché pétrolier, déclarant que «les succès à ce jour ont exigé une grande patience, de l'endurance et une réticence à abandonner, valeurs fortement affichées par nos pays de la DoC sur ces derniers mois. Je vous félicite pour les fruits de votre travail jusqu'à présent».

Le marché pétrolier est toujours affecté par le Covid-19

A propos du récent développement du vaccin Covid-19, M. Barkindo a déclaré que «la perspective de l'arrivée des vaccins sur le marché a incité à un

sentiment positif. Pourtant, nous devons continuer à tenir notre position jusqu'à ce qu'ils soient en mesure de faire baisser les taux d'infection. Nous sommes toujours au cœur de cette catastrophe».

Il a également évoqué les effets dévastateurs de la pandémie sur l'économie mondiale et le marché mondial du pétrole, notant que les investissements dans le secteur pétrolier ont considérablement diminué.

«Les investissements ont chuté de 30 % pour cette année, encore plus que lors de la récession de 2014-2016, dont l'industrie pétrolière se remettait encore lorsque le Covid-19 a frappé», a déclaré le même responsable.

Selon lui, l'industrie pétrolière avait besoin de «12,6 milliards de dollars en investissement pour réduire la volatilité et éviter une éventuelle crise énergétique future».

Il est à noter que les prochaines réunions de l'Opep et l'Opep+ sont très attendues et certains observateurs n'écartent pas la possibilité de la prolongation du seuil actuel de la baisse de la production qui est de 7,7 millions de barils par jour au-delà de 2020.



En préparation de ces réunions, l'Organisation a entamé mercredi une série de réunions techniques pour l'examen de la situation du marché pétrolier et les répercussions du Covid-19 sur sa reprise et sa stabilité, à commencer par la 134^e réunion du Conseil de la Commission économique (BCE) de l'Opep.

La 24^e réunion du Comité ministériel mixte de suivi Opep et non Opep (JMCC) avait recommandé que «tous les pays participants doivent être vigilants, proactifs et prêts à agir, si nécessaire, selon les exigences du marché». En début du mois courant, le ministre de l'Energie, Abdelmadjid Attar, qui présidera demain la Conférence ministé-

rielle de l'Opep, avait souligné que l'Opep restait déterminée à prendre les mesures appropriées, précisant que «cela inclut la possibilité de prolonger les ajustements de production actuels jusqu'en 2021, ainsi que d'approfondir ces ajustements, si les conditions du marché l'exigent».

Côté prix, le panier de l'Opep, dont le pétrole brut algérien, s'est maintenu à près de 47 dollars en fin de la semaine, soutenu par les nouvelles annonces par différents laboratoires dans le monde sur l'efficacité d'un vaccin réduisant le risque d'atteinte du Covid-19 et la possibilité d'entamer des campagnes massives de vaccination avant la fin de l'année en cours.

S. K.

Marchés/Bourse

Les Bourses européennes toujours plus rassurées sur l'avenir

Les Bourses européennes ont terminé en hausse vendredi, les perspectives continuant de s'éclaircir pour 2021. Paris a gagné 0,56 %, Francfort 0,37 % et Londres 0,07 %. Ces trois places ont légèrement progressé sur l'ensemble de la semaine.

Les cinq séances ont été marquées par «une baisse générale de la volatilité sur les différentes classes d'actifs et une poursuite du rattrapage des sociétés les plus affectées par la pandémie», relèvent les analystes d'Edmond de Rothschild.

Aux Etats-Unis, l'indice de la peur, le VIX, qui montre la volatilité des marchés, est passé sous la barre des 20 pour la première fois depuis mars. Fermés jeudi, les marchés américains n'étaient ouverts que jusqu'à 18h00 GMT vendredi, au lendemain de Thanksgiving.

Selon des résultats provisoires à la clôture, le S&P 500 est monté de 0,24 % à 3 638,35 points et le Nasdaq a gagné 0,92 % à 12 205,85 points. Le Dow Jones, qui a clôturé pour la première fois au-dessus des 30 000 points mardi, a pris 0,13 % à 29 910,37 points.

Le dollar lesté par l'ap-

pétit du marché pour le risque

L'euro reprenait vendredi son ascension face au billet vert, valeur refuge délaissée par les cambistes, qui privilégient des actifs plus risqués.

Vers 19h00 GMT (20h00 à Paris), l'euro gagnait 0,36 % face au dollar, à 1,1956 dollar pour un euro. «L'euro a repassé tranquillement le cap des 1,19 dollar dans les dernières séances, sans qu'il y ait un grand mouvement des marchés et alors que certaines informations auraient pu peser sur la monnaie européen-

ne», a souligné You-Na Park-Heger, analyste chez Commerzbank. L'euro avait légèrement reculé jeudi face au dollar. Le compte rendu de la dernière réunion de la Banque centrale européenne (BCE), publié jeudi après-midi, a renforcé l'idée que l'institution allait augmenter son soutien à l'économie de la zone euro lors de sa réunion de décembre. «L'euro est également vulnérable au conflit sur le budget de l'Union européenne», auquel la Pologne et la Hongrie ont mis leur veto la semaine dernière.

Wall Street a conclu la semaine

en hausse vendredi, emmenant le Nasdaq et le S&P 500 à de nouveaux records, dans un marché rassuré par la situation politique aux Etats-Unis et optimiste sur le développement d'un vaccin contre le coronavirus.

L'indice élargi S&P 500 est monté de 0,24 % à 3 638,35 points et le Nasdaq, à forte coloration technologique, a gagné 0,92 % à 12 205,85 points.

Le Dow Jones, qui a clôturé pour la première fois au-dessus des 30 000 points mardi, a pris 0,13 % à 29 910,37 points.

«La Bourse américaine a poursuivi sa hausse solide pour

conclure une semaine raccourcie par la pause de Thanksgiving hier», notent les analystes de Charles Schwab.

«Les marchés continuent de grimper, soutenus par la persistance d'un sentiment positif concernant plusieurs vaccins contre le Covid-19, potentiellement très efficaces, et enthousiastes sur le début de la formation de l'administration du Président-élu Joe Biden», ajoutent-ils.

Sur la semaine, le Dow Jones est monté de 2,2 %, le Nasdaq de 3 % et le S&P 500 de 2,3 %.

M. O.

Matières premières

Métaux et coton au plus haut, l'or délaissé

Les cours des métaux industriels cotés au London Metal Exchange (LME) étaient particulièrement bien orientés cette semaine, portés par les annonces de plusieurs laboratoires pharmaceutiques travaillant sur un vaccin contre le Covid-19 laissant entrevoir une reprise solide de la croissance mondiale. Les espoirs de campagnes de vaccination massives contre le Covid-19, qui devraient commencer avant la fin de l'année, ont été confortés dès lundi matin par l'annonce du laboratoire britannique AstraZeneca. «Soutenus par la bonne santé, le climat positif qui règne sur les marchés

financiers, les prix des métaux de base continuent de progresser», a constaté Daniel Briesemann, analyste de Commerzbank.

C'est le cas du cuivre, qui a atteint vendredi 7 520 dollars la tonne, un niveau de prix plus vu depuis mai 2013.

L'aluminium a touché quant à lui un plus haut depuis octobre 2018, à 2 003,50 dollars la tonne. Le plomb et le nickel retrouvaient, eux, des sommets depuis la fin d'année dernière, l'étain et le zinc depuis l'été 2019.

Sur le LME, la tonne de cuivre pour livraison dans trois mois s'échangeait à 7 499,50 dollars vendredi à 16h50 GMT (17h50 à

Paris), contre 7 277,50 dollars le vendredi précédent à la clôture.

L'aluminium valait dans le même temps 1 997,50 dollars la tonne, contre 1 993,00 dollars sept jours plus tôt.

L'or a poursuivi son plongeon et est passé vendredi sous le seuil des 1 800 dollars l'once, un seuil plus atteint depuis juillet.

Le métal jaune avait profité depuis le début de l'année de l'aversion au risque des marchés provoquée par la pandémie de coronavirus, et était monté début juillet à son plus haut historique, à 2 075,47 dollars.

O. B.

Canada

Un général va coordonner la distribution des vaccins

UN GÉNÉRAL ayant commandé les forces de l'Otan en Irak va coordonner la distribution des vaccins contre le Covid-19 au Canada, qui espère immuniser la majorité de sa population d'ici septembre 2021, a affirmé, vendredi, le Premier ministre canadien, Justin Trudeau.

Le général québécois Dany Fortin est «un officier chevronné», a salué Justin Trudeau lors d'une conférence de presse.

Le militaire avait également été déployé en Bosnie, avec les Casques bleus de l'ONU, ainsi qu'en Afghanistan où il a dirigé les troupes canadiennes.

Il sera à la tête d'un nouveau Centre national des opérations, au sein de l'Agence de santé publique du Canada, pour coordonner la vaccination. Les Forces armées canadiennes seront mobilisées pour soutenir la logistique et la distribution des vaccins, notamment pour les communautés autochtones et rurales du pays.

«Ce sera la plus importante vaccination de l'histoire du pays», a affirmé M. Trudeau.

M. L.

Coronavirus

L'Allemagne franchit la barre du million de personnes infectées

L'ALLEMAGNE a franchi vendredi le seuil du million de personnes testées positives au Covid-19 depuis le début de la pandémie, a annoncé l'institut de veille sanitaire Robert-Koch.

Considérée comme un des bons élèves européens de la gestion de l'épidémie mais frappée de plein fouet par la deuxième vague, l'Allemagne comptait ainsi vendredi 1 006 394 malades officiellement déclarés (+22 806 en 24H) et 15 586 décès (+426), selon l'institut.

L'Etat-région de Rhénanie du Nord-Westphalie, le plus peuplé d'Allemagne, arrive en tête des Linder les plus touchés avec plus de 250 000 cas, devant la Bavière, avec près de 198 000 personnes infectées, et le Bade-Wurtemberg (près de 143 000). A Berlin, près de 62 000 cas ont été recensés depuis le début de l'épidémie de coronavirus.

L'Allemagne va prolonger jusqu'à début janvier ses restrictions pour lutter contre le Covid-19, dont la fermeture des bars et restaurants et les limitations de participants à des réunions privées, avait annoncé mercredi soir Angela Merkel.

«Nous devons encore faire des efforts (...) le nombre d'infections quotidiennes se situe encore à un niveau beaucoup trop élevé», avait déclaré la chancelière à l'issue de plus de sept heures de discussions avec les dirigeants des 16 Etats régionaux allemands.

O. N.

Sidi Bel-Abbès

Vaccination contre la grippe saisonnière et dépistage de Covid-19 pour les habitants des régions éloignées

■ Le Commandement de la deuxième Région militaire a organisé une campagne de vaccination contre la grippe saisonnière et de dépistage de Covid-19 à travers l'utilisation des tests rapides, en faveur des habitants des régions éloignées dans la wilaya de Sidi Bel-Abbès, indique vendredi un communiqué du ministère de la Défense nationale.

Par Faten D.

«**E**n application des instructions du Haut commandement de l'Armée nationale populaire et dans le cadre de la poursuite de ses missions humaines, en appui à la relation "Armée-nation", et du renforcement du système sanitaire national, le commandement de la deuxième Région militaire a organisé, à partir du 26 novembre, une campagne de vaccination contre la grippe saisonnière et de dépistage de Covid-19, à travers l'utilisation des tests rapides, en faveur des habitants des régions éloignées dans la wilaya de Sidi Bel-Abbès, à l'instar des douars Kerzouta, Feraat Zit, Redjem Demouche, Bir El Hammam, Marhoum», souligne le communiqué.

Dans le cadre de cette campagne, «des examens médicaux ont été assurés aux habitants de ces régions enclavées par une équipe médicale dotée de tous les moyens matériels nécessaires et composée de médecins qualifiés relevant des services de santé militaire de la deuxième



Ph : D. R.

Région militaire, laquelle a sensibilisé les citoyens à la dangerosité de la pandémie et aux moyens de prévention», précise le document.

Cette campagne sanitaire a

trouvé un écho favorable chez les citoyens qui «ont salué ce genre d'initiatives humaines et exprimé toute leur reconnaissance à l'Armée nationale populaire pour ses efforts nobles visant à

prêter main-forte aux citoyens et à les soutenir, notamment les habitants des zones frontalières et des régions enclavées», conclut le communiqué.

F. D.

Covid-19 à Aïn Defla

Plus de 3 540 infractions aux règles préventives recensées en une semaine

Les services de sécurité de Aïn Defla ont recensé, du 19 au 26 novembre en cours, 3 543 infractions aux règles préventives liées à la propagation du nouveau coronavirus (Covid-19), a-t-on appris, vendredi, auprès de la cellule de communication de la sûreté de wilaya.

Les infractions en question ont trait au non-respect de la distanciation physique (990), à la non désinfection des locaux commerciaux (127), à l'absence de bandes de marquage au sol au niveau des locaux

commerciaux (32) et au non port du masque buccal (2 394), a-t-on précisé.

Parallèlement à ces actions, les services de police poursuivent leurs campagnes de sensibilisation sur les risques encourus du fait de la pandémie de nouveau coronavirus, notamment par le biais des hauts parleurs de véhicules sillonnant les artères des villes de la wilaya en vue de mettre en garde la population contre tout relâchement dont les conséquences leur seront préjudiciables à plus d'un titre, a-t-on pré-

sé.

En marge de ces opérations, 2 500 masques buccaux ont été distribués aux citoyens, non sans leur expliquer l'importance du port de ce moyen de protection dans la prévention contre l'épidémie.

Les services de la police réitérent leur appel aux citoyens à faire preuve d'esprit collectif en observant scrupuleusement les mesures préventives – même de permettre d'endiguer cette pandémie, a-t-on souligné.

Ali O.

Covid-19

L'Inde produira une partie du vaccin russe

Le Fonds souverain russe (RDIF) a annoncé vendredi avoir conclu un accord avec le groupe pharmaceutique indien Hetero pour la production de plus de 100 millions de doses annuelles du vaccin russe contre le coronavirus, Spoutnik V.

«Hetero, l'un des principaux fabricants indiens de médicaments génériques, a accepté de produire en Inde plus de 100 millions de doses par an de Spoutnik V», a annoncé dans un communiqué le RDIF, qui a financé le développement du vaccin, ajoutant que la production devra commencer «début 2021».

Selon le communiqué, des

essais cliniques du vaccin en phases II et III sont actuellement en cours en Inde.

«Grâce à notre coopération avec Hetero, nous serons en mesure d'augmenter considérablement la capacité de production et de fournir à la population indienne une solution efficace dans cette période difficile de la pandémie», a commenté le patron du Fonds, Kirill Dmitriev, cité dans le communiqué.

Le RDIF précise que des «demandes» pour plus de 1,2 milliard de doses du vaccin Spoutnik V ont été faites par «plus de 50 pays». Outre l'Inde, le vaccin doit être notamment pro-

duit au Brésil, en Chine ou en Corée du Sud, selon la même source.

Mardi, la Russie a affirmé que Spoutnik V, développé par le centre de recherches Gamaleïa de Moscou, était efficace à 95 %, un résultat équivalent aux vaccins développés par l'alliance Pfizer/BioNTech et l'entreprise américaine Moderna.

«Le prix d'une dose de Spoutnik V pour le marché international sera de moins de 10 dollars», avait précisé le Fonds souverain russe.

Le vaccin Spoutnik V est actuellement en phase 3 d'essais cliniques randomisés en double

aveugle – quand ni le patient ni le médecin ne savent s'il s'agit d'un placebo – auprès de 40 000 volontaires.

La concurrence internationale fait rage pour développer un vaccin au virus responsable de la pandémie qui a paralysé des pays entiers depuis le début de l'année.

La Russie est déterminée à faire la course en tête et avait annoncé dès août, avant même des essais cliniques à grande échelle, l'efficacité de Spoutnik V, suscitant des doutes au sein de la communauté scientifique internationale.

K. L.



Cuba

Mobilisation exceptionnelle pour plus de liberté d'expression

■ *Quelque 200 artistes cubains étaient rassemblés vendredi soir face au ministère de la Culture, appelant à plus de liberté d'expression après l'expulsion violente du collectif d'artistes San Isidro qui réclamaient la libération d'un chanteur de rap emprisonné.*

Par Mourad M.

Cette mobilisation pacifique de plus d'une dizaine d'heures, agrémentée de lectures de poésies et de chant de l'hymne cubain, est exceptionnelle dans ce pays de gouvernement communiste où le droit à manifester n'est accordé que de façon très sporadique.

Elle survient après l'expulsion violente, la veille au soir, de 14 jeunes Cubains, membres ou sympathisants du Mouvement San Isidro, un collectif d'artistes, d'universitaires et de journalistes.

Ils étaient retranchés depuis 10 jours dans leur local du centre historique de La Havane et une partie d'entre eux disaient être en grève de la faim.

Vers 21h00 (02h00 GMT hier), une délégation de 30 représentants des manifestants a été reçue par le vice-ministre Fernando Rojas, après avoir patienté depuis la mi-journée

devant le siège du ministère. A 23h30, la réunion était toujours en cours. Parmi leurs revendications, approuvées par les artistes à main levée : la liberté de création et d'expression, le droit au désaccord et la fin de la répression et du harcèlement contre les artistes.

A quelques dizaines de mètres, un grand nombre d'agents de la Sécurité de l'État et de policiers en uniforme étaient en poste, a constaté un journaliste de l'AFP.

«D'une certaine façon, nous n'avons pas beaucoup confiance, mais de l'autre, nous sentons ce n'est notre obligation. Ce sont des fonctionnaires de ce pays et c'est devenu une situation politique», a déclaré à l'AFP un des manifestants, Michel Matos. «Nous avons besoin de la liberté de pensée et de la liberté d'expression, c'est ce qui nous unit tous ici», a confié l'artiste Vientidien Renier Leyva, 37 ans.

Vendredi en début de soirée,

l'acteur et réalisateur Jorge Perrugoria, connu pour son rôle dans «Fraise et chocolat» (1993), et Fernando Pérez, considéré comme le meilleur réalisateur cubain actuellement, se sont joints aux manifestants.

«C'est le moment de dialoguer et je crois que vous, les jeunes, vous devez être écoutés», a déclaré Jorge Perrugoria, 55 ans. «Nous sommes ici pour dire au ministère de la Culture de vous recevoir, que cela va être le début d'un nouveau langage», a lancé Fernando Pérez, 76 ans.

Jusqu'à présent inconnu du grand public, le Mouvement San Isidro a gagné en notoriété, y compris au-delà des frontières, grâce à son action amplement diffusée en ligne. Derrière son coup d'éclat, un double phénomène : l'internet mobile, arrivé fin 2018, qui a révolutionné la vie quotidienne des Cubains et permis aux voix critiques de mieux se faire entendre, via les réseaux sociaux. Cet épisode survient aussi après des mois de tension entre artistes indépendants et gouvernement autour du décret-loi 349, qui les oblige à s'enregistrer auprès d'une institution officielle.

Le collectif voulait dénoncer l'emprisonnement d'un de leurs membres, le rappeur Denis Solis, arrêté le 9 novembre et condamné à huit mois de prison pour «outrage» à l'autorité.

Pour justifier leur intervention,



les autorités ont allégué un danger de propagation de l'épidémie de Covid-19, car un journaliste et écrivain cubain, Carlos Manuel Alvarez, collaborateur du «Washington Post» et du «New York Times», aurait enfreint les protocoles sanitaires en se joignant aux membres du collectif.

Au moment de cette intervention, de nombreux Cubains ont dénoncé le fait que l'accès aux réseaux sociaux comme Facebook ou Instagram était soudainement bloqué.

«Ce qui s'est passé avec le Mouvement San Isidro est une illustration très concrète du manque de liberté d'expression», selon Renier Leyva.

Tania Bruguera, une artiste protestataire populaire, a fait part d'une «fatigue» chez les artistes en raison de «la mauvaise politique où la répression est la solution à tous les problèmes alors que nous sommes ici pour chercher une réponse». Après leur

arrestation, les 14 membres de San Isidro ont été soumis à des tests PCR et on leur a ordonné de rentrer chez eux, le local du mouvement ayant été fermé par les autorités, selon les militants.

Vendredi soir, le chef du mouvement, qui avait refusé d'obéir, restait détenu : Luis Manuel Otero Alcantara, 32 ans.

Les manifestants réclament de savoir où il se trouve, un procès juste pour Denis Solis, une «transparence institutionnelle» du ministère de la Culture et un débat public autour du décret 349. «La communauté internationale exige au régime qu'il respecte les droits de l'homme à Cuba», a tweeté vendredi le sous-secrétaire d'État américain en charge de l'Hémisphère occidental, Michael Kozak.

Dans un communiqué, Amnesty International a demandé la libération d'Alcantara, le qualifiant de «prisonnier de conscience». M. M.



Commentaire

Entente

Par Fouzia Mahmoudi

Alors que l'Iran a des raisons de se réjouir depuis quelques semaines suite à la défaite quasi acquise et officielle de Donald Trump, le grand adversaire de Téhéran, la République Islamique retrouve ses anciennes habitudes. En effet, le Président iranien Hassan Rohani a accusé hier son ennemi juré Israël d'avoir agi comme «mercenaire» des États-Unis en assassinant, vendredi près de Téhéran, un scientifique de haut rang dans le programme nucléaire de son pays. «Une fois de plus, les mains impitoyables de l'arrogance mondiale, avec le régime sioniste usurpateur comme mercenaire, sont souillées du sang d'un fils de cette nation», a dénoncé Hassan Rohani dans un communiqué publié sur son site officiel, faisant référence à l'assassinat de Mohsen Fakhrizadeh. L'Iran utilise en général l'expression «arrogance mondiale» pour désigner les États-Unis. Mohsen Fakhrizadeh, 59 ans, était à la tête du département recherche et innovation du ministère iranien de la Défense lorsqu'il a été pris pour cible dans sa voiture par plusieurs assaillants qui l'ont «gravement blessé». Il n'a pas pu être ranimé, a indiqué le ministère dans un communiqué. Le scientifique avait été qualifié par le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu de père du programme iranien d'armement nucléaire. Le ministre de la Défense, Amir Hatami, a relevé à la télévision que le scientifique avait eu un «rôle marquant dans les innovations de défense». «Il gérait la défense nucléaire et faisait un travail considérable», a-t-il ajouté, sans autre précision. Selon lui, cet assassinat est «totalement connecté» à la mort du général Qassem Soleimani, chef de la Force Qods, unité d'élite chargée des opérations extérieures des Gardiens, le 3 janvier dans une frappe aérienne américaine près de l'aéroport international de Baghdad. L'Iran a prévenu vendredi qu'une «vengeance terrible» attendait les personnes impliquées dans ce que Téhéran a qualifié d'«acte terroriste». Le quotidien américain «New York Times» a indiqué qu'un responsable américain et deux responsables des renseignements avaient confirmé qu'Israël était derrière l'attaque, sans autre détail. Mais pour l'Iran, le grand défi sera aujourd'hui de tenter, sans tendre la main en premier cela s'entend, de rétablir le statu quo qu'avait instauré Barack Obama grâce à l'accord sur le nucléaire iranien de Vienne. L'arrivée prochaine de Joe Biden, ex-vice-président du président Obama, devrait faciliter un retour à un début d'entente entre Washington et Téhéran et surtout calmer la crise économique qui dévaste la République Islamique depuis deux ans. Mais un apaisement avec l'Iran risque de déplaire aux autorités israéliennes qui avaient déjà abondamment critiqué la politique d'Obama vis-à-vis de l'Iran et qui pourraient donc adopter le même discours face à une politique plus souple de Biden face aux Iraniens. F. M.

Karabakh

Sur l'unique route vers l'Arménie, le calme se mêle à l'inquiétude

Sur un grand cahier, le soldat russe note scrupuleusement l'immatriculation des véhicules : dans le corridor de Latchin, désormais seule route reliant le Nagorny Karabakh à l'Arménie, la présence des forces neutres de Moscou rassure.

Mais la population s'inquiète déjà de la reprise mardi de ce district par l'Azerbaïdjan. «Quand les soldats (russes) de la paix sont arrivés, la situation est devenue plus calme que pendant la guerre. Nous sommes rassurés», assure Erik Tovmassian, passager d'une voiture allant de Stepanakert, la capitale du Nagorny Karabakh, vers celle de l'Arménie, Erevan, pour une opération de yeux. L'homme est toujours resté à Stepanakert pendant la guerre avec l'Azerbaïdjan. Il a fait revenir sa famille partie en Arménie, après l'accord de fin des hostilités signé sous patronage russe le 9 novembre, consacrant la défaite arménienne après six semaines de combats. Impeccablement paranglés dans des treillis camou-

flés, casqués, armés de fusils kalachnikov, les Russes sont présents sur une demi-douzaine de points de contrôle, le long des 60 km séparant Stepanakert de la frontière arménienne au sud-ouest, en passant par le corridor de Latchin.

«Nous faisons des factions de 5 heures, il faut rester éveillé», lâche l'un des soldats à la sortie de Stepanakert. Le contingent de quelque 2 000 soldats russes chargé de veiller au respect du cessez-le-feu a été déployé dans la région pour cinq ans, selon l'accord de fin des hostilités.

Huit kilomètres plus loin, la route passe devant Choucha, ville stratégique dominant Stepanakert et prise par les armes début novembre par l'Azerbaïdjan.

La petite route d'accès à la ville est barrée par des militaires de Bakou positionnés derrière les soldats russes. Lors du passage des journalistes de l'AFP, des chants et de la musique azerbaïdjanais étaient diffusés sur un haut-parleur. «Ils le font périodiquement», commente un

soldat russe.

Le chemin menant à Choucha fait une boucle. A l'autre croisement avec la route du corridor de Latchin, le barrage azerbaïdjanais est commandé par un capitaine des forces spéciales. «La situation est calme», assure à l'AFP l'homme qui souhaite garder l'anonymat.

«Il n'y a que des militaires à Choucha. Des civils (azerbaïdjanais) viennent de temps en temps seulement pour remettre en état les infrastructures de la ville, théâtre d'après combats», ajoute l'officier.

«La route (entre Stepanakert et Latchin) a un rôle très important (pour nous), elle est vitale, et peut-être qu'après le 1^{er} décembre nous pourrions aussi l'utiliser», espère-t-il.

Choucha fait partie des quatre districts repris par les armes par Bakou. Deux autres, Aghdam et Kalbajar, ont été rétrocédés par l'Arménie à l'Azerbaïdjan, et le dernier, Latchin, doit l'être le 1^{er} décembre.

Engrais phosphatés

L'OCP marocain épinglé aux Etats-Unis pour dumping

■ Le Département du commerce américain a rendu récemment les conclusions préliminaires de son enquête sur les engrais phosphatés importés notamment du Maroc, dans lesquelles il affirme l'existence d'un dumping pratiqué par le groupe marocain (OCP) aux Etats-Unis.

Par Moncef Bey.

Dans le cadre de cette enquête entamée le mois de juillet dernier sur les importations d'engrais phosphatés en provenance du Maroc et de Russie, le Département du commerce américain a déterminé à titre préliminaire que les exportateurs recevaient, respectivement, des taux de subventions passibles de mesures compensatoires de 23,46 % et de 20,94 %.

A la suite de ces conclusions, le Département du commerce demandera au service des Douanes et à la protection des frontières (CBP) des Etats-Unis de collecter auprès des importateurs des dépôts en espèce sur les engrais importés du Maroc et de la Russie. Le Département du commerce a indiqué qu'il allait

annoncer sa décision finale concernant les droits compensateurs à appliquer sur les engrais phosphatés importés de ces deux pays vers le 9 février 2021, alors que la Commission américaine du commerce international (ITC) se prononcera sur ce dossier vers le 25 mars 2021.

Si ces deux institutions entérinent les résultats de cette enquête de dumping, le Département du commerce imposera alors des droits compensateurs (antidumping), selon un communiqué diffusé mardi par le Département du commerce américain.

En effet, depuis l'arrivée de l'administration Trump, le Département du commerce a ouvert 306 nouvelles enquêtes antidumping, soit une augmentation de 283 % par rapport à la période comparable de l'administration précédente.

Le dumping consiste à exporter des produits à l'étranger en leur appliquant un prix inférieur à celui qui est pratiqué sur le marché national dans l'objectif d'éliminer la concurrence.

Dans cette pratique, jugée



déloyale par l'Organisation mondiale du commerce (OMC), le gouvernement intervient en accordant des subventions aux entreprises exportatrices pour les aider à renforcer leur compétitivité. En 2019, les exportations

du Maroc d'engrais phosphatés vers le marché américain se sont chiffrées à environ 729 millions de dollars, alors que celles de la Russie ont totalisé la somme de 299 millions de dollars, selon les données du département du

Commerce américain.

Les Etats-Unis et le Maroc sont liés depuis 2004 par un accord de libre-échange mais qui ne s'applique pas au Sahara occidental occupé.

M. B.

Agression marocaine à El Guerguerat Un parti mexicain exprime sa solidarité avec le peuple sahraoui

LA FÉDÉRATION des jeunes communistes (FJC), Aile jeunesse du Parti communiste du Mexique (PCM), a exprimé sa solidarité avec le peuple sahraoui face à l'agression militaire menée par les forces d'occupation marocaines, en violation flagrante de l'accord de cessez-le-feu parrainé par l'ONU depuis 1991.

Dans un communiqué, la FJC a exprimé son soutien à la lutte du peuple sahraoui pour le recouvrement de ses droits fondamentaux et son appui à la démarche des acteurs de la société civile sahraouie pour la fermeture de la brèche illégale d'El Guerguerat, dénonçant les violations systématiques du plan de règlement et de l'accord de cessez-le-feu.

La FJC a appelé, en outre, à la fin de l'occupation du Sahara occidental par le Maroc qui fait fi des décisions de l'ONU et des principes du Droit international, et empêche le peuple sahraoui d'exercer son droit à l'autodétermination.

«Le mutisme des organisations internationales, à l'instar de l'ONU et de l'Union européenne (UE), face à l'hostilité marocaine est la preuve de leur complicité et du désengagement de l'ONU à mettre fin à l'occupation illégale du Sahara occidental», souligne le communiqué.

La FJC a réaffirmé, par ailleurs, sa position ferme vis-à-vis du droit du peuple sahraoui à l'autodétermination et au parachèvement de la souveraineté de la République sahraouie sur l'ensemble de ses territoires, conclut le document.

APS

NonViolence International

Les Etats-Unis «doivent arrêter leurs ventes d'armes au Maroc»

LONG NonViolence International, basée à Washington, a appelé l'administration américaine à arrêter ses ventes d'armes au Maroc, soulignant que ce soutien militaire ne fait que consolider la colonisation du Sahara occidental.

«Malheureusement, le gouvernement américain a fourni un vaste soutien économique et militaire au gouvernement marocain», déplore le président de cette ONG, Michael Beer, dans une récente tribune cosignée avec Mohamed Brahim de l'Association sahraouie aux Etats-Unis.

En 2019, «le Maroc a acheté pour 10,3 milliards de dollars d'armes américaines, soit plus que l'Egypte, Israël, l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis réunis», selon les deux militants.

Pour Beer et Mohamed Brahim, la nouvelle administration élue «peut faire beaucoup de choses pour la décolonisation du Sahara

occidental» en soutenant la tenue d'un référendum d'autodétermination sous l'égide de l'ONU.

Ils estiment que l'administration Biden devrait «travailler avec les Européens et les Africains pour limiter la coopération économique avec le Maroc» consolidant l'occupation, et faire pression pour résoudre ce conflit pacifiquement.

Actuellement, il y a un potentiel soutien bipartisan pour cette approche, illustré par l'appui apporté par les deux sénateurs Inhofe et Leahy à l'autodétermination du peuple du Sahara occidental, soutiennent Michael Beer et Mohamed Brahim.

Les élus républicains et démocrates doivent défendre les principes du droit international et condamner l'agression des manifestants sahraouis au Sahara, soulignent les deux activistes, indiquant que «le silence» des autres membres du Congrès est

«assourdissant».

«Nous devons agir rapidement pour empêcher la guerre et de nouveaux conflits», alertent les auteurs de la tribune.

Evoquant le retour du Front Polisario aux armes après la violation du cessez-le-feu par le Maroc, Michael Beer et Mohamed Brahim précisent que si «la guerre n'est pas la solution (...) l'occupation sans fin n'est pas non plus la solution».

Ils déplorent «le pillage des ressources naturelles» qui se poursuit malgré les résolutions de l'ONU et les décisions des tribunaux européens, affirmant le statut spécial du Sahara occidental en tant que territoire non autonome, s'indignant de l'appauvrissement des Sahraouis dans les territoires occupés au moment où des colons profitent de ces richesses avec la bénédiction du gouvernement marocain.

Mahi Y.

Tunisie

Le coronavirus n'est pas la seule crise par laquelle passe le pays

Le Chef du gouvernement, Hichem Mechichi, a déclaré, lors d'un discours devant le Parlement, samedi 28 novembre, que la santé des Tunisiens est une priorité pour le gouvernement, en particulier suite à la pandémie de coronavirus.

Il a remercié tous ceux qui ont contribué à la lutte contre l'épidémie, comme les agents de santé. «Notre gouvernement a travaillé selon la stratégie de préservation de la santé des Tunisiens», a-t-il dit.

Toutefois, «la situation sanitaire n'est pas la seule crise à laquelle la Tunisie est confrontée, mais il y a une crise économique

difficile et une crise sociale», a-t-il tenu à ajouter. Certaines crises ont été aggravées par la pandémie de coronavirus.

Les magistrats poursuivront la grève jusqu'à la satisfaction de leurs revendications

Le président de l'Association des magistrats tunisiens, Anas Hmadi, a affirmé la poursuite de la grève des magistrats jusqu'à la satisfaction de leurs revendications.

Dans une déclaration accordée aux médias à l'issue d'une séance d'audition, tenue vendredi à l'Assemblée des représen-

tants du peuple par la Commission de la législation générale sur la crise du secteur de la justice, Hmadi a dit espérer que le gouvernement réagira favorablement aux revendications des magistrats.

«Le service judiciaire est complètement paralysé», a-t-il déploré, appelant à garantir une protection sanitaire aux magistrats, notamment après le décès de certains juges des suites du coronavirus.

Il a souligné l'impératif, pour l'Etat, d'assumer la responsabilité qui lui incombe de protéger les magistrats des pressions et des menaces auxquelles ils sont exposés, appelant à hâter

l'adoption du «Fonds pour la qualité de la justice» et à augmenter le budget du ministère de la Justice, conformément aux normes internationales.

Par ailleurs, le président de l'AMT a insisté sur la nécessité de soutenir le Conseil supérieur de la magistrature, notamment la partie qui défend l'indépendance et l'intégrité de la justice, estimant que la levée de l'immunité du premier président de la Cour de cassation, Taieb Rached, est «un signe très positif» dans le sens où le «Conseil ne protège pas ses membres ni ceux qui occupent les plus hautes responsabilités judiciaires».



Élections du Conseil de la Fifa Zetchi s'attend à «une rude concurrence»

LE PRÉSIDENT de la Fédération algérienne de football (FAF) Kheireddine Zetchi, a indiqué qu'il s'attendait à «une rude concurrence», lors de l'élection des représentants africains au Conseil de la Fédération internationale (FIFA), prévue lors de l'Assemblée générale électorale de la Confédération africaine de football (CAF), le 12 mars 2021 à Rabat (Maroc).

«Les choses ne seront pas de tout repos, mais je suis persuadé qu'elles ne vont pas s'arrêter là par rapport à la suspension que vient d'écooper Ahmad Ahmad (président de la CAF, ndlr).

La concurrence sera très rude avec deux personnes (Lekdjaâ et Abo Rida, ndlr) qui ont une grande expérience sur le plan africain», a déclaré le patron de la FAF sur les ondes de la Radio nationale. «Je sais que je n'ai pas choisi la façon simple en me portant candidat pour les élections du Conseil de la Fifa, mais je pense que beaucoup de choses vont bouger d'ici au mois de mars 2021.

Je vais mettre en place une stratégie pour essayer de nous donner le maximum de chances à cette élection», a-t-il ajouté.

Le président de la FAF a révélé que la «plupart des fédérations africaines souhaitent un vent de changement au sein de la CAF», qualifiant la gestion sous l'ère d'Ahmad Ahmad de «catastrophique».

Enfin, Kheireddine Zetchi a commenté la suspension infligée par la commission d'éthique de la Fifa au président de la CAF Ahmad Ahmad, interdit de toute activité relative au football (administrative, sportive et autre) durant cinq années, aux niveaux national et international, pour manque-

ment à son devoir de loyauté, détournements de fonds, acceptation et distribution de cadeaux ou autres avantages, et abus de pouvoir. «Je m'attendais vraiment à ce que le président de la CAF soit suspendu par la Fifa. C'est une décision qui confirme une gestion pas tout à fait normale de cette instance ces quatre dernières années. Nous avons besoin d'une gestion beaucoup plus rigoureuse du football africain», a-t-il conclu.

Ligue 2 : «La reprise des entraînements devrait se faire en décembre»

Le président de la Fédération algérienne de football (FAF), Kheireddine Zetchi, a déclaré que les clubs de la Ligue 2 amateur devraient reprendre les entraînements en décembre prochain, sous réserve de l'accord des autorités sanitaires, huit mois après la suspension des compétitions, causée par la pandémie de coronavirus (Covid-19).

«Nous sommes dans l'attente du feu vert des autorités pour autoriser les clubs de la Ligue 2 à entamer les entraînements au mois de décembre.

Le coup d'envoi du championnat sera donné juste après (en février, ndlr). Nous allons commencer d'abord par la Ligue 2, après on va aller au fur et à mesure avec les autres championnats», a indiqué le patron de la FAF sur les ondes de la Radio nationale.

Après huit mois de repos forcé, le championnat de la Ligue 1 professionnelle est de retour ce vendredi, avec le déroulement des quatre premiers matchs de la première journée.

de la FAF a, par ailleurs, pris le soin d'informer son proche entourage afin qu'il prenne les mesures nécessaires dans une conjoncture où l'on constate une flambée épidémique depuis quelques semaines en Algérie, souligne la FAF sur sa page officielle Facebook.

Il est atteint du Covid-19

LE PRÉSIDENT de la Fédération algérienne de football (FAF), Kheireddine Zetchi, a été testé positif au Covid-19 et présente des symptômes légers qui, toutefois, nécessitent son auto-isolement pour une dizaine de jours, a indiqué l'instance fédérale vendredi. Le président

Championnat saoudien

Zekri s'évanouit en plein match

LE COACH algérien de la formation saoudienne de Damac, Noureddine Zekri, s'est évanoui, avant-hier soir en plein match et a dû être transporté d'urgence à l'hôpital. Ne supportant pas la grosse pression du match de son équipe face à El Shabab, «Zekrinho» s'est écroulé sur le banc des remplaçants d'où il suivait le match et donnait ses orientations à ses poulains, avant de s'écrouler. Il a ensuite été porté par son adjoint qui l'a aidé à se relever, même s'il est resté inconscient.

Enfin, il a été évacué sur une chaise roulante. Mais plus de peur que de mal pour Zekri qui a été emmené par précaution à l'hôpital pour observation. A rappeler que Zekri avait réussi la saison dernière à sauver son équipe, Damac, de la rétrogradation, alors que tout le monde pensait que les jeux étaient faits pour cette équipe qui renferme trois joueurs algériens, à savoir le gardien, Mustapha Zeghba, le milieu offensif Brahim Chenihi et le défenseur Farouk Chafai. M. M.

Ligue des champions (tour préliminaire - aller)/CRB-Al Nasr (Libye) cet après-midi à 17h au stade 5-Juillet

Le Chabab veut un départ en fanfare

Le deuxième représentant algérien dans la plus prestigieuse des compétitions africaines, la Ligue des champions d'Afrique, à savoir le CR Belouizdad, entrera en lice aujourd'hui en affrontant la formation libyenne d'Al Nasr, lors de la rencontre qui les opposera au stade 5-Juillet d'Alger.



Les Belouizdadis décidés à l'emporter

Par Mahfoud M.

Le Chabab, auréolé par la Supercoupe d'Algérie qu'il a décroché tout récemment en prenant le meilleur sur l'USMA, aura le moral en poupe et fera tout ce qui est en son pouvoir pour confirmer sa bonne santé en l'emportant lors de ce match comptant pour le tour éliminatoire aller de la LDC et prendre option pour la qualification avant la manche retour prévue en Egypte (4-6 décembre). Certes, la compétition africaine ne réussit généralement pas aux gars de Laâkiba qui ont échoué la saison dernière aux

portes de la phase des poules, mais ils sont décidés cette saison à faire tout leur possible pour aller le plus loin, surtout que la direction a mis le paquet et fait un recrutement des plus réussis. Même si le staff technique n'a pas d'idée sur cette équipe d'Al Nasr, il reste que le football libyen est bien connu des Algériens, et ce derby risque donc d'être très disputé avec cette équipe qui ne se déplacera pas en victime expiatoire. «On s'attend à une rencontre vraiment compliquée. L'adversaire va venir avec l'intention de nous mettre en difficulté. Nous devons absolument

faire le plein à la maison, d'autant plus que nous sommes désavantagés de jouer la première manche à domicile», a déclaré le milieu défensif du CRB, Zakaria Draoui. Sur le plan de l'effectif, l'entraîneur français Franck Dumas sera privé de son milieu de terrain Billel Tarikat, blessé samedi face à l'USMA. La Confédération africaine de football (CAF) a désigné un trio arbitral marocain pour officier cette rencontre, conduit par Djilal Djayed, qui sera assisté de ses compatriotes Hicham Aït Abbou et Yahia Nouali. M. M.

Ligue 1 (1^{re} journée)

Quatre nuls et un départ des plus laborieux

Après huit mois de repos forcé imposé par la pandémie de coronavirus (Covid-19), le championnat d'Algérie de Ligue 1 de football a repris timidement ses droits, vendredi, avec le déroulement de quatre rencontres pour le compte de la 1^{re} journée de la saison 2020-2021. A coup sûr, l'absence du public, pour cause de «coronavirus» a pesé lourd dans la balance, puisque les quatre matches se sont soldés sur un score de parité. On peut dire que les équipes visiteuses sont les principales bénéficiaires de cette journée inaugurale, dont le nouveau promu, le WA Tlemcen, qui a forcé les locaux de CS Constantine au partage des points, au moment où les «Sanafirs», sous la conduite de leur entraîneur Abdelkader Amrani, sont donnés comme l'un des favoris pour la course au titre. Le MC Oran, version «Casoni», a obtenu un précieux point à Alger, devant le NA Hussein Dey (1-1). L'Oranais Abdelkader Boutiche détient tout de même le titre honorifique du premier buteur de la saison «2020-21», un but inscrit sur penalty (44'). Les «Sang et Or», auteurs d'un nombre

record de recrues lors du mercato estival, se sont contentés d'égaliser dès la reprise par Si Ammar (46'). Le Paradou AC qui continue de puiser dans son véritable centre de formation, a obtenu également un précieux point sur le terrain du nouveau promu, le RC Relizane, désormais privé par l'ancien international, Si Tahar Chérif El-Ouzzani. Les Relizanais qui attendent avec impatience la qualification de leurs nouvelles recrues ont répondu par Hatata (43') au but inaugural du Paciste de Ben Bouali (17'). Enfin, le dernier match inscrit au programme de vendredi, a vu la JS Kabylie, dont l'effectif a été largement remanié, buter sur la solide défense du CA Bordj Bou Arréridj du coach Billel Dziri, également confronté à la non qualification de ses nouvelles recrues et qui a perdu lors de l'intersaison, ses deux joueurs étrangers, l'Ivoirien Isla parti au MC Alger et le Soudanais El-Ghorbal de retour au Soudan et plus précisément à El-Hillal, après l'échec de son transfert au «Doyen».

R. S.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Pour octroi d'indus privilèges à la famille Hamel

15 ans de prison requis contre Abdelkader Zoukh

LE PROCUREUR de la République près le tribunal de Tipasa a requis, hier, une peine de 15 ans de prison ferme à l'encontre de l'ex-wali d'Alger, Abdelkader Zoukh, poursuivi dans une affaire de corruption relative à l'octroi d'indus privilégiés à des membres de la famille de l'ancien directeur général de la sûreté nationale (DGSN), Abdelghani Hamel. Après l'audition de l'accusé Zoukh et d'un nombre de témoins, dont Abdelghani Hamel, sa fille Chahinez et sa femme, le représentant du parquet a requis la peine maximale fixée à 15 ans de prison ferme, assortie d'une amende de un (01) million de DA, avec la confiscation des biens de l'accusé Abdelkader Zoukh. La prononciation du verdict est attendue pour le 8 décembre prochain. Les chefs d'accusation retenus contre l'ex-wali d'Alger, dans cette affaire, sont «offre délibérée de privilèges non justifiés à un tiers lors de la conclusion d'un marché et d'accords illégaux, corruption dans l'attribution de marchés publics et de contrats, dilapidation de deniers publics, abus de fonction, conflit d'intérêts, et offre

d'exonérations fiscales et de réductions sans justificatif légal». L'ex-wali d'Alger sera, également, jugé, ce samedi, pour deux autres affaires de corruption relatives à l'octroi d'indus privilégiés, en matière d'investissement à Mohiedinne Tahkout et des membres de sa famille et à Ali Haddad, ex-président du Forum des Chefs d'Entreprises (FCE). Le représentant du parquet s'est basé dans ces affaires, sur différentes instructions judiciaires, dont l'enquête du conseiller enquêteur auprès de la Cour suprême, et le rapport de l'Inspection générale des finances, qui a confirmé «la non faisabilité du projet» présenté, au même titre que les différents rapports d'expertise qui ont signalé la «présence des bases de l'intention criminelle», tout en soulignant que les «infractions et dépassements contre les dispositions légales sont confirmées et relèvent d'une volonté et intention de corruption à travers l'offre de privilèges à des personnes influentes, en infraction des lois en vigueur, et en causant des pertes considérables au trésor public, estimées à 300 milliards de centimes». R. N.

Bouira

Un agent de police retrouvé pendu à l'intérieur de son domicile familial

UN AGENT de police relevant de la sûreté de daïra de Bechlouat (wilaya de Bouira) a été découvert, vendredi, pendu à l'intérieur du domicile familial, a indiqué, vendredi, un communiqué de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN). Le corps sans vie de l'agent de police a été découvert dans «des conditions indéterminées» par un membre de sa famille, a ajouté le communiqué, précisant que le domicile familial du défunt, qui était en congé annuel, est situé au village Beni Yakhlef, commune et daïra de M'Chedellah. La DGSN a souligné que, selon les informations recueillies auprès des membres de la famille de l'agent de police mort, le défunt «n'avait aucun problème familial et jouissait d'une bonne réputation dans

son milieu professionnel», notant que «l'enquête, actuellement en cours par le parquet de céans, déterminera les causes de ce drame et ses motivations». R. N.

Ghardaïa

Arrestation d'un «dangereux criminel» dans un quartier populaire

UN «DANGEREUX criminel» a été arrêté dans un quartier populaire à Ghardaïa, à l'issue d'une opération de grande ampleur de la police, indique, hier, un communiqué de la cellule de communication de la sûreté de wilaya. L'individu âgé de 26 ans, qui faisait l'objet de plusieurs plaintes déposées par des victimes pour coups et blessures, vol à main armée et des-

Par Slim O

Le quota de logements proposé au choix à Alger inclut 44 457 unités, selon le DG qui a affirmé que «les souscripteurs sont invités à partir de ce samedi à 11h à choisir parmi les 11 sites proposés». A noter que la date butoir pour le

choix du site a été avancée au 28 novembre, au lieu du 30 préalablement fixé, «le site étant techniquement prêt et les préparatifs achevés avant les délais, dans l'espoir de permettre aux souscripteurs d'effectuer leur choix aisément en profitant du week-end», a-t-il expliqué. Après consultation du

site électronique de l'agence AADL par l'APS, un total de 20 sites est proposé sur Alger, Blida, Tipasa et Boumerdès au profit des Algérois. Il s'agit, en effet, des sites implantés à Beni Tamou, Bouinan, Meftah, Larbaa à Blida, Fouka, Douaouda et Bousmaïl à Tipasa, et Boudouaou à Boumerdès. La wilaya d'Alger compte le plus grand nombre de sites sis à El Harrach, Réghaïa, Douéra, Khraïcia, Birtouta, El Melha, Draria, El-Achour, Bordj El Bahri, Aïn Benian, Zéralda et Sidi Abdallah. A une question sur le taux d'avancement des travaux dans les sites susmentionnés, M. Belaribi a fait remarquer que «partout dans les sites proposés, les travaux de réalisation ont débuté depuis quelques mois déjà». S. O.

O. N.

Non-respect des mesures préventives au Centre commercial de Bab Ezzouar

La direction du commerce met fin au Black Friday

Les services de la Direction du Commerce de la wilaya d'Alger sont intervenus, vendredi en urgence, accompagnés des services de la sûreté de Dar El Beïda, pour mettre fin à des dépassements au Centre commercial de Bab Ezzouar (Est d'Alger) où une violation des mesures préventives contre le coronavirus a été enregistrée, a indiqué, hier, un communiqué de la direction. «Les services de la

direction, en collaboration avec les services de sécurité et les services de la circonscription administrative de Dar El Beïda, ont pris les mesures juridiques nécessaires à l'égard de cet espace commercial qui a organisé, vendredi, une vente promotionnelle (Black Friday), attirant des centaines de citoyens en l'absence du respect des mesures préventives adoptées par le gouvernement», selon le

communiqué. Les agissements auxquels s'est livré le Centre commercial de Bab Ezzouar constituent «une infraction» au décret exécutif n° 06-215 du 18 juin 2006, fixant les conditions et les modalités de réalisation des ventes en soldes, des ventes promotionnelles, des ventes en liquidation de stocks, des ventes en magasins d'usines et des ventes au déballage, a indiqué la même source. L'opérateur éco-

nomique doit obtenir, selon les dispositions de ce décret, une autorisation préalable pour pouvoir procéder à ces opérations de vente, a rappelé la Direction du commerce, relevant que l'octroi des autorisations liées à ce type de ventes est suspendu conformément aux dispositions du décret exécutif n° 20-69 du 21 mars 2020 relatif aux mesures de prévention et de lutte contre la propagation du coronavirus

(Covid-19). Dans ce cadre, la direction a rappelé à l'ensemble des commerçants, notamment ceux des grandes surfaces, «la nécessité de respecter les mesures préventives décrétées par le gouvernement», mettant en garde contre «le non-respect de ses mesures qui expose l'opérateur économique aux peines prévues par la loi».

Yanis F.

Vivement 2021



Loumis

Djalou@hotmail.com

Au profit des souscripteurs

L'AADL lance une dernière opération de choix du site

■ L'Agence nationale pour l'amélioration et le développement du logement (AADL) a lancé, hier matin, la dernière opération de choix du site, au titre du programme AADL 2 au profit de 101 891 souscripteurs dans 33 wilayas, a indiqué, hier à l'APS, le DG de l'Agence, Tarek Belaribi.